



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 08/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 13/10/2022**

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EST ARGENT**

Parc d'activités  
BP 22  
88470 ST MICHEL SUR MEURTHER

Références : S-22-1117RP

Code AIOT : 0006202478

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement EST ARGENT implanté Parc d'activités BP 22 88470 ST MICHEL SUR MEURTHER. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2022 de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EST ARGENT
- Parc d'activités BP 22 88470 ST MICHEL SUR MEURTHER
- Code AIOT : 0006202478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EST-ARGENT exploite à Saint-Michel-sur-Meurthe une installation de collecte et de traitement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions d'exploitation ;
- risques accidentels.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions communes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	/	Sans objet
4	Déchets toxiques en quantité dispersée	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.29	/	Sans objet
5	Evacuation des déchets vers des centres de traitement autorisés	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.30	/	Sans objet
6	Archivage des échantillons	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.31	/	Sans objet
7	Justification de l'origine, la nature et les quantités de déchets	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.32	/	Sans objet
8	Contrôle réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.33	/	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2 paragraphe 2.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents communiqués par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li></ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet [...]</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; [...]</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li></ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]</li><li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection son registre des déchets entrants pour la période de septembre 2022, demandé par l'inspectrice. Le registre sous format d'un tableau récapitulatif présente l'ensemble des informations stipulées dans l'article susvisé.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection son registre des déchets sortants pour la période de septembre 2022, demandé par l'inspectrice. Le registre sous format d'un tableau récapitulatif présente l'ensemble des informations stipulées dans l'article susvisé.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Dispositions communes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
<b>Constats :</b> L'exploitant conserve les registres sur une période de plus de trois ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les Déchets Toxiques en Quantité Dispersée (DTQD) collectés ne feront l'objet d'aucun traitement ou regroupement et ne devront pas être entreposés plus de 90 jours sur le site. Le stock global de produits doit être inférieur à tout moment aux quantités réceptionnées au cours des 2 mois précédents.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les DTQD réceptionnés sont uniquement stockés, sans traitement, ni regroupement et sont conservés sur site entre une et deux semaines maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets seront évacués en totalité vers des centres de traitement autorisés. Toute modification de la destination des déchets en cours d'exploitation du site sera notifiée à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant évacue les déchets stockés sur le site vers des centres de traitement autorisés. L'exploitant a une copie de l'ensemble des arrêtés d'autorisation des établissements exutoires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, l'exploitant doit archiver des échantillons de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitant prélève pour les déchets regroupés :<ul style="list-style-type: none"><li>. un échantillon de tout arrivage et les archive 1 mois ;</li><li>. de tout enlèvement et les archive 1 mois après le départ ;</li><li>. de tout regroupement et les archive 2 mois après le mélange.</li></ul></li><li>- pour les déchets stockés sans traitement ni regroupement, l'exploitant prélève un échantillon de tout déchet (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés), les archive et les conserve 1 mois après leur départ.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection le registre de l'enregistrement des échantillons effectués.  La fréquence de prise d'échantillon pour les déchets regroupés et pour les déchets stockés sans traitement ni regroupement est respectée. Le délai d'archivage de 1 ou 2 mois est respecté.  Les échantillons sont stockés dans deux armoires présentes sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets en transit qu'il reçoit par les contrats passés avec les industries graphiques, photographiques et de radiologie.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne reçoit que des déchets qui ont fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable qui précise notamment l'origine et la nature des déchets. Tous les déchets en transit sont pesés et les quantités enregistrées.  De plus, un contrôle visuel est réalisé par le collecteur puis par l'agent qui réceptionne les déchets sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.
<b>Constats :</b> Les déchets réceptionnés font l'objet d'un contrôle visuel lors de l'arrivée sur site avant d'être enregistrés. Une consigne écrite est connue des agents ainsi que la procédure de refus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2 paragraphe 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, résultats d'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance : L'exploitant transmet au préfet, au fur et à mesure de leur réception, les résultats commentés de la surveillance des émissions, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire [...]. Pour la surveillance des eaux souterraines les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquenté).
<b>Constats :</b> Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont bien transmis via l'application GIDAF. Les résultats du 2ème semestre 2021 ainsi que ceux du premier semestre 2022 confirment que les activités de la société Est Argent, au regard des analyses effectuées, n'ont pas d'impact significatif sur les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite